



Déclaration du 14^e congrès

Depuis janvier, des millions de personnes se sont mobilisées contre la réforme des retraites, en manifestant, en faisant grève... Elles et ils ont montré leur détermination à lutter contre un projet totalement injuste, injustifié, injustifiable, rejeté par l'immense majorité des travailleuses et travailleurs. L'unité syndicale a été un point d'appui important pour construire le rapport de force.

Cette loi impose 2 années supplémentaires de travail, l'allongement accéléré de la durée de cotisation à 43 ans et la fin des régimes spéciaux. Cette contre-réforme est un coup supplémentaire porté aux travailleuses et aux travailleurs et va encore plus pénaliser les femmes. Cela aboutira à une paupérisation croissante des retraité·es, contrairement à ce que prétend le gouvernement.

Nous nous battons pour la retraite à 60 ans à taux plein avec 37,5 ans de cotisations. Les années études doivent être prises en compte dans le calcul des annuités. Il y a les moyens pour financer nos retraites en augmentant les recettes. La seule mise en place de l'égalité salariale femmes-hommes rapporterait 6,5 milliards d'euros de cotisations retraites et garantirait de meilleurs niveaux de pension à toutes et tous.

Dans le contexte actuel d'inflation, il y a encore plus urgence à augmenter les salaires. Dans la Fonction publique, le point d'indice doit être revalorisé. L'inflation a été de 6 % en 2022 et va être du même niveau en 2023 et dépasse largement la seule hausse de 3,5 % du point d'indice de juillet 2022. Augmenter les salaires dégagera d'ailleurs des moyens supplémentaires pour financer les retraites. Nous revendiquons une augmentation immédiate de 600 € brut de tous les salaires.

Dans l'Éducation nationale, nous rejetons le PACTE imposé par le ministre, qui ne répond absolument pas au besoin d'augmentation générale des salaires, ni au besoin de qualité du service public d'éducation. Il met en concurrence les personnels, propose des indemnités en lieu et place du salaire, dégrade les conditions de travail, renforce les inégalités femmes-hommes... Il participe à la casse générale de nos statuts dans la Fonction publique.

La crise sociale touche particulièrement la jeunesse. Elle est en première ligne face à la pauvreté, la précarité, le chômage, l'accès au logement. Les distributions alimentaires dans les universités se multiplient. C'est inacceptable. La FERC revendique la généralisation du repas CROUS à 1 €, le développement et la rénovation du logement étudiant et la mise en place d'une allocation d'autonomie.

Nous demandons l'abrogation du SNU qui vise à embrigader la jeunesse. Au contraire, ces moyens doivent servir à développer l'accès de toutes et tous à la culture, à la connaissance et à la pratique sportive.

Nous défendons les qualifications et les diplômes qui doivent être reconnus sur le marché du travail, et non des compétences qui servent uniquement à l'employabilité et la précarisation du travail.

La réforme des lycées professionnels constitue un véritable danger pour l'avenir de la jeunesse, pour nos métiers et pour la formation professionnelle initiale. Elle veut soumettre l'éducation aux seuls besoins immédiats du patronat. Nous appelons donc l'ensemble des personnels des champs de l'Éducation à se mobiliser et se mettre en grève massivement le 30 mai pour exiger le retrait de la réforme de la voie pro et sauver l'enseignement professionnel.

Les organisations syndicales, et la CGT en particulier, ont démontré à quel point elles sont utiles en mobilisant contre la réforme des retraites. Plusieurs dizaines de milliers de travailleuses et travailleurs, souvent jeunes, ont décidé de nous rejoindre. Il y a urgence à consolider ces adhésions et à poursuivre ce renforcement de nos syndicats, nous devons impulser une grande campagne de syndicalisation pour renforcer notre CGT de classe, de masse et féministe.

Résolument antifasciste, hier comme aujourd'hui, la CGT mène une bataille sans concession, dans l'unité, contre l'extrême droite et ses idées. La FERC CGT s'engage clairement dans les luttes contre le racisme et toutes les formes de domination notamment patriarcale. Nous ne baisserons pas les bras face à la banalisation des idées de l'extrême droite, à l'arrivée massive d'élus RN à l'Assemblée nationale et à l'impunité octroyée aux groupuscules fascistes. L'extrême droite reste la pire ennemie des travailleurs et travailleuses.

Les portes de la CGT sont grandes ouvertes à toutes celles et ceux qui souhaitent nous rejoindre pour lutter et gagner. À travers la lutte nous avons vu l'importance des liens interprofessionnels et nous devons renforcer nos unions locales et départementales.

Le 6 juin, à l'appel de l'intersyndicale, nous serons à nouveau dans la rue et en grève pour imposer au gouvernement l'abrogation de la réforme des retraites. Continuons le combat !

Saint Pierre de Quiberon, 26 mai 2023